

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Stellungnahmen zu fremden Konflikten</b>
Akteure	<b>Reimann, Maximilian (svp/udc, AG) SR/CE</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Burgos, Elie

## Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Stellungnahmen zu fremden Konflikten, 2005*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

**UNO** Organisation der Vereinten Nationen

---

**ONU** Organisation des Nations unies

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Aussenpolitik

**BERICHT**  
DATUM: 02.12.2005  
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a présenté en fin d'année une synthèse décrivant les motifs et les modalités de l'**application de la neutralité au cours du conflit irakien de 2003**. Le gouvernement a ainsi répondu à un postulat Reimann (udc, AG; 03.3066) déposé en 2003 et à une motion du Groupe de l'Union démocratique du centre (03.3050), déposée la même année, et que le Conseil fédéral avait proposé de transformer en postulat (ce qui avait été adopté par le Conseil national). Le rapport précise que dans le cadre de l'opération militaire lancée contre l'Irak (sans autorisation explicite du Conseil de sécurité de l'ONU), la Suisse, en tant qu'Etat neutre permanent, n'a pas eu d'autre choix que d'appliquer le droit de la neutralité. Ce dernier a imposé à la Confédération de ne pas apporter de soutien militaire à un Etat engagé dans le conflit armé, que ce soit par l'envoi de troupes, la fourniture de matériel de guerre ou la mise à disposition de son territoire, y compris aérien. Avant et pendant le conflit, le Conseil fédéral a ainsi décidé de ne pas permettre le survol du territoire suisse à des fins militaires par des aéronefs d'Etats impliqués dans le conflit. <sup>1</sup>

---

1) FF, 2005, p. 6535 ss.